

Kafka dans le Chhattisgarh : la bureaucratisation de la violence

mercredi 16 août 2017, par [Jadarshini](#)

À l'épicentre de l'insurrection maoïste, se livrer en tant que guérillero est la seule manière de prouver son innocence.

Lorsque la Liste a rattrapé Kartam Joga en octobre l'an dernier, il ne pouvait pas y croire. Il mit la main dans sa poche de poitrine pour y prendre un talisman pour éloigner ce mauvais présage : une photocopie certifiée conforme de ses papiers d'acquittement, rétrécie à la taille d'une carte à jouer et plastifiée dans du plastique transparent.

"Quelle Liste ?" a-t-il demandé aux soldats qui l'interpellaient à un arrêt de bus le long d'une grand route défoncée dans l'état central indien du Chhattisgarh.

"La Liste des suspects maoïstes".

"Mais je ne peux pas être sur la Liste. J'ai été libéré par les tribunaux".

Kartam Joga est une personnalité très respectée dans cette région. Au milieu d'une insurrection qui oppose près de 30.000 soldats indiens à l'armée de guérilleros de l'illégal Communist Party of India (Maoist), Joga se distingue comme étant un politicien connu pour ses paroles en faveur des civils pris dans ce tourbillon de violence. Son activisme a mis l'appareil sécuritaire du Chhattisgarh en rage, lequel l'a emprisonné pendant presque trois ans, incitant Amnesty International à le déclarer prisonnier d'opinion. Il fut finalement acquitté par les tribunaux.

Cette fois aussi, les soldats l'ont menotté et l'ont emmené vers un des nombreux campements militaires fortifiés qui parsèment les forêts de feuillus, les collines onduleuses et les rizières bigarrées du sud du Chhattisgarh, dans une région connue sous le nom de Bastar. Au camp, m'a dit Joga, un officier de la Central Reserve Police Force, ou CRPF, une force paramilitaire, lui a proposé deux façons de quitter la Liste : "Tu retournes en prison pendant quelques années, ou tu pourrais tout simplement te rendre en tant que maoïste".

"J'ai dit 'Pourquoi me rendre alors que je ne suis pas maoïste ?', a continué Joga". Mais l'officier a dit, "Selon la Liste, tu es un maoïste. Une fois que tu te livreras, ton nom sera rayé, et tu ne sera définitivement pas un maoïste. Si tu peux amener un fusil quand tu te rends, tu peux aussi recevoir de l'argent".

Le début

En 1967, dans le village de Naxalbari, dans l'état su Bengale occidental, l'exécution extra-judiciaire par la police - appelée par euphémisme « rencontre » en Inde - de villageois brandissant des arcs et des flèches a déclenché le rêve d'une révolution maoïste dirigée par les paysans à l'échelle nationale qui a persisté jusqu'à aujourd'hui. Au cours du demi siècle depuis le soulèvement, le mouvement maoïste indien, également connu sous le nom de mouvement naxalite, s'est transformé en une insurrection militarisée à travers ce que l'on appelle le corridor rouge : une zone de la taille du Maine couvrant neuf états depuis le Bengale occidental et l'Odisha à l'Est jusqu'au Maharashtra à l'Ouest.

Contrairement aux autres insurrections en Inde, l'objectif des maoïstes n'est pas d'établir une nation distincte, mais de s'emparer du pouvoir d'état et d'installer leur propre gouvernement national.

Dans le Bastar, qui passe pour être le centre de l'insurrection, les maoïstes se concentrent sur l'exacerbation de ce qu'ils considèrent comme étant la contradiction fondamentale dans le rapport entre l'état indien et les Adivasis, peuple indigène de l'Inde, qui vit essentiellement dans des hameaux forestiers installés au-dessus des plus riches dépôts de charbon, de minerai de fer et de bauxite du pays. L'état prétend se soucier du développement du Bastar, où la plupart des villages n'ont pas d'écoles, pas d'hôpitaux, pas d'électricité ni d'eau potable. Jusqu'à présent, les gouvernements successifs ont cherché à

acquérir les terres adivasis par la force et à les attribuer aux compagnies minières alors même que des projets de développement valant des millions de roupies ont dé péri.

Au cours de la dernière décennie, le conflit maoïste a coûté la vie à presque 7000 civils, présumés maoïstes et forces de sécurité à travers le pays, le Chhattisgarh représentant un tiers des morts, selon les données du gouvernement compilées par le Institute for Conflict Management, l'ICM.

Les assassinats font partie d'une guerre plus large dans laquelle les deux camps prétendent jouir du soutien des Adivasis, au nom desquels cette guerre est soi-disant menée. Alors que les maoïstes affirment que l'état n'est pas parvenu à protéger les intérêts des Adivasis, les gouvernements successifs ont attiré l'attention sur la tenue d'élections régulières et la participation des Adivasis dans les programmes de développement menés par l'état comme étant une preuve du soutien adivasi pour l'état. Le gouvernement et la police du Chhattisgarh se sont emparés de la « reddition » d'un grand nombre de cadres maoïstes comme d'une preuve que le soutien des Adivasis pour la guérilla a décliné et que les Adivasis ont décidé avec fermeté de soutenir l'état dans ce conflit. La presse indienne a reproduit ce récit : Des expressions telles que "fuir la voie de la violence" et "rejoindre le courant dominant" apparaissent sans cesse dans les histoires de "reddition", et les observateurs des médias suggèrent que les reporters ne font à peine plus que régurgiter les communiqués de presse de la police. La "Liste", brandie par les soldats qui ont affronté Joga en octobre dernier, semble faire partie de cet objectif étatique et a donné naissance à une forme plus bureaucratique de violence : arrestations, redditions, paperasseries et arsenalisation de la procédure judiciaire terriblement lente en Inde.

La "Liste"

Comment la "Liste" en est-elle venue à exister ?

"Nous avons préparé une liste, une grande base de données, de tous les villageois ayant des membres de leur famille étant maoïstes" a dit l'inspecteur général S.R.P. Kalluri, le fonctionnaire le plus haut placé dans la région du Bastar. "Nous leur avons envoyé des lettres leur disant de demander à leurs fils et à leurs filles de se rendre et leur expliquant que leur enfant pourrait être tué si il ou elle était pris dans une rencontre avec les forces armées". La Liste, m'a dit Kalluri, est basée sur des informations en provenance de sources de renseignements, de rapports policiers et de tuyaux d'informateurs locaux. Il est difficile de dire combien de personnes figurent dessus - la Liste rétrécit et s'allonge avec le flux et le reflux d'informations fournies à la police. Début 2015, a dit Kalluri, la Liste contenait plus de 1000 noms. Par conséquent, comment sait-il si ces gens sont réellement des maoïstes ?

"Nous ne vérifions pas ces redditions au peigne fin pour voir si elles correspondent à une certaine formule mathématique de la reddition" a répondu Kalluri. "Je ne vois pas ceci comme un abandon des armes. Je vois ceci comme la renonciation à une idéologie par les Adivasis".

Selon l'officier de police, les redditions valent cher à un moment où une stratégie anti-maoïste purement militaire se révèle contre-productive ; les victimes civiles involontaires des opérations militaires, disent les officiers, ont aliénés les Adivasis.

L'an dernier, 413 prétendus maoïstes se sont rendus - comparé à seulement 28 en 2013. Les journaux locaux sont inondés de compte-rendus de maoïstes esquivant leur passé violent pour rejoindre le courant dominant. Un jour en novembre 2014, la presse a célébré la reddition de 63 maoïstes en un seul jour. La tendance s'est poursuivie en 2015 ; les données officielles ne sont pas encore disponibles, mais un rapport préliminaire de l'ICM indique qu'au moins 120 prétendus maoïstes se sont livrés entre janvier et septembre.

Cependant, les villageois avec lesquels j'ai parlé m'ont dit que la plupart de ces soi-disant maoïstes sont des Adivasis ordinaires contraints à participer à une campagne de propagande minutieuse qui les met en danger de représailles de la part des véritables maoïstes. La Liste des suspects potentiels qui s'est fait sa propre vie en tant que moyen pour les policiers d'harcéler les villageois tels que Kartam Joga en prétendant que leurs noms sont dessus. Tous ceux qui se rendent doivent fournir les noms d'autres "maoïstes", et ainsi, la Liste s'agrandi grâce à des soupçons et des sous-entendus.

Certains sur la Liste sont de véritables maoïstes impliqués dans des crimes violents mais généralement à l'abri de la police ; d'autres, comme Joga, ont simplement posé des questions gênantes ; et une majorité sont des civils qui doivent négocier un terrain d'entente inconfortable entre les guérilleros et les soldats

au quotidien.

Leurs histoires, partagées à titre officieux pour éviter les représailles de la police et des maoïstes, offrent le portrait d'une guerre cachée dans laquelle il est possible d'aider aussi bien les maoïstes que la police sans soutenir ni les uns ni les autres, et où un ancien policier peut être pris pour un maoïste et un ancien maoïste peut devenir policier.

Le prisonnier

Le Communist Party of India est le plus vieux parti communiste du pays. Il prend aussi part aux élections parlementaires et est une entité politique distincte du Communist Party of India (Maoist), auquel appartiennent les guérilleros. Kartam Joga est membre du CPI et en 2007, lui et un autre membre Manish Kunjam ont déposé une requête intitulée Public Interest Litigation devant la Cour Suprême d'Inde.

La requête disait que le gouvernement du Chhattisgarh, la police et l'administration civile avaient recruté et armé une armée de jeune Adivasis sans expérience appelée la Salwa Judum. La Judum a été constituée en 2005 et a pris la forme de lyncheurs qui se déplaçaient de village en village, tuant les présumés sympathisants maoïstes, violant les femmes et mettant le feu à des hameaux entiers (Selon le gouvernement, "Salwa Judum" signifie "marche pacifique" en langue locale gondi, mais les critiques tels que Joga et Kunjam traduisent l'expression par "chasse de purification").

La requête affirmait qu'entre 2005 et 2007, les gangs de la Salwa Judum avaient tué 537 Adivasis, violé 99 femmes et incendié plus de 1000 maisons. Une autre requête fut déposée par le sociologue Nandini Sunar, qui décrivait de manière exhaustive les dommages causés par la Salwa Judum.

Durant cette période, 47.000 villageois ont fui leur domicile par crainte et vivaient comme des personnes déplacées dans des campements policiers barricadés et de l'autre côté de la frontière de l'état en Andhra Pradesh.

Depuis 2005, les vigiles sont intégrés dans l'appareil sécuritaire étatique par petits groupes, d'abord en tant que "Special Police Officer" ou SPO, une appellation ambiguë qui reflète la nature ad hoc de l'entraînement et du recrutement.

Alors que l'affaire prenait une ampleur publique et suivait sa route à la Cour Suprême, Joga et Kunjam ont commencé à recevoir des menaces de la police. En septembre 2010, Joga fut arrêté et accusé d'avoir participé à une embuscade en avril dans laquelle des cadres maoïstes ont tué 76 soldats de la Central Reserve Police Force, une unité fédérale lourdement armée. La police n'avait aucune preuve contre Joga sauf des compte-rendus de témoins oculaires dont j'ai découvert que plusieurs étaient fabriqués au cours de mon reportage de l'époque.

En 2011, la Cour Suprême a déclaré que la Salwa Judum était illégale, et que les SPO ne pouvaient plus être utilisés dans les opérations anti-maoïstes dans le Chhattisgarh. "Une société n'est pas une forêt où on pourrait lutter contre un feu de forêt accidentel en déclenchant un contre-feu de forêt", a écrit le juge Sudershan Reddy dans son jugement, ajoutant que les SPO devaient être dépouillés de leurs armes.

Il fut officiellement mis fin à la Salwa Judum avec l'ordonnance de Reddy mais plutôt que de démobiliser les SPO, le gouvernement du Chhattisgarh les a simplement assimilés dans une unité tout spécialement créée appelée la Chhattisgarh Auxiliary Armed Police Force. Joga est resté en prison jusqu'en janvier 2013 quand il fut finalement acquitté et libéré.

Les données rassemblées par le Jagdalpur Legal Aid Group, ou JagLAG, un collectif d'avocates basé dans le Bastar, révèle que l'expérience de Joga est typique de la manière de fonctionner du système. Le groupe a découvert qu'entre 2005 et 2013, un ahurissant taux de 96% des affaires dans les districts occupés par les maoïstes dans le Chhattisgarh se sont terminées par un acquittement des accusés, comparé à une moyenne nationale de 61,5 pour cent. Pourtant, en 2013, l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles, près de 70 pour cent des prisonniers dans l'attente d'un procès dans ces districts ont passé plus d'un an en prison avant d'être soit acquitté ou libéré sous caution, comparé à une moyenne à travers le pays de 30%. L'analyse de JagLAG a également révélé des exemples dans lesquels la police a fabriqué des preuves ou fait de l'excès de zèle dans l'inculpation des suspects. Dans une affaire, par exemple, un Adivasi fut retenu en vertu du Arms Act, destiné à réguler l'usage des armes à feu, pour possession de couteaux de cuisine et un grand ustensile de cuisine.

Selon Shalini Gera du JagLAG, "Notre analyse laisse entendre que le Chhattisgarh utilise le système de la

justice criminelle comme arme de guerre".

"Mettre les gens sur cette Liste les met sous la pression qu'ils peuvent être arrêtés à n'importe quel moment", dit Joga. Cette crainte de l'arrestation peut être utilisée pour forcer les gens à travailler comme indicateur pour la police.

Par conséquent, la plupart des personnes accusées d'être maoïstes préfèrent se rendre plutôt que de passer des années en prison à tenter de se disculper. Ainsi, les procédures normales de l'enquête criminelle, arrestation de suspects, inculpation de suspects et recours juridique ont été condensées en détention de suspects, les obligeant à se "livrer" et à dénoncer leur soi-disant passé violent devant une phalange de journalistes permettant à la police de revendiquer une victoire de propagande sur les maoïstes.

Les avocats, comme ceux de JagLAG qui contestent cette politique, sont eux aussi visés. Le 3 octobre cette année, la Bastar District Bar Association a adopté une résolution, en désaccord avec la loi indienne, interdisant à JagLAG d'exercer dans les tribunaux du Bastar au motif que Gera et ses collègues étaient des "étrangers". La Bar Association a refusé de partager une copie de la résolution avec JagLAG ou la presse, mais ses membres se sont mis à se présenter au tribunal et à interrompre les avocats de JagLAG alors qu'ils présentaient leurs arguments. Les présidents des tribunaux ont refusé de réfréner cette pratique, créant une étrange situation dans laquelle les seuls avocats disposés à représenter les Adivasis financièrement appauvris ont été interdits d'entrer dans les tribunaux par un boycott social totalement illégal.

Le policier

En septembre 2014, un homme du nom de KT se tenait devant une constellation de flashes, une écharpe enroulée autour du visage, un fusil qu'on charge par le canon placé sur une table devant lui. Il était, s'est-il rendu compte en sursaut, à une conférence de presse.

"Un policier a dit à un groupe de journalistes que de redoutables maoïstes s'étaient rendus et étaient prêts à rejoindre le courant dominant", a-t-il rappelé.

En 2008, alors que les SPO se déchaînaient toujours, quelqu'un a répandu la rumeur que KT était un maoïste. Terrifié que les gangs de la Salwa Judum ne le tue, KT s'est adressé à un cousin qui était devenu un SPO. Le cousin de KT a proposé une solution élégante : deviens toi-même un SPO et travaille pour la police - "alors, personne ne peut te qualifier de maoïste". Donc, il l'a fait.

Il a quitté la police un an plus tard et est devenu vendeur dans une coopérative gérée par le gouvernement. Peu après, les maoïstes l'ont capturé et ont menacé de le tuer.

"Je leur ai dit que j'étais obligé de devenir un policier et que j'avais fui à la toute première occasion, donc il m'ont laissé en vie", a-t-il dit.

Cet été, un ami dans la police lui a dit que son nom était apparu sur la Liste pour transport de vivres aux maoïstes.

"Il m'a dit de ne pas me faire remarquer, mais j'étais inquiet", a dit KT. "Et s'il m'abattaient dans la forêt, et me faisaient passer pour un maoïste ?" C'est un événement routinier inquiétant dans le violent conflit dans le Chhattisgarh.

Donc KT a décidé de se rendre. Il a trouvé un intermédiaire pour l'emmener au camp de la CRPF à Sukma où un employé a solennellement rayé son nom d'une liste imprimée, lui a fait signer un formulaire imprimé en anglais, a recouvert son visage avec une écharpe et l'a fait entrer dans la conférence de presse, où il ne fut pas autorisé à parler.

Une fois la conférence terminée, KT a enlevé son écharpe et est rentré chez lui. Le lendemain, on lui a délivré un "certificat de reddition" signé par un commandant de la CRPF, qui indique que KT - un ancien SPO - est "maintenant officiellement déclaré naxal s'étant rendu".

"On m'a dit que si la police me harcelait encore, je devais simplement montrer ce papier".

L'intermédiaire

Une inquiétude commune pour ceux qui réfléchissent à se rendre est qu'il se peut que les policiers les

tuent sur la route vers le commissariat et obtiennent les éloges de leurs supérieurs pour avoir supprimé un soi-disant dangereux terroriste.

"Nous pourrions tuer la plupart des gens de cette Liste et assurer notre défense au tribunal", a reconnu un haut fonctionnaire de police ayant demandé l'anonymat pour parler en toute liberté. Par conséquent, la majeure partie des villageois prennent un intermédiaire ayant des relations pour s'assurer que la reddition se passe bien. Ces derniers temps, ces intermédiaires ont attiré l'attention des maoïstes.

"Ne me qualifiez pas d'intermédiaire", a dit Uncle K avec un regard inquiet, un de ces intermédiaires. "Les maoïstes se mettront très en colère".

Uncle K est un aîné du village dont le neveu, péon dans un bureau du gouvernement, fut inscrit sur la Liste. "Il travaille pour le gouvernement ; comment peut-il être maoïste ?"

Lorsque Uncle K est allé au commissariat local pour plaider la cause de son neveu, on lui a donné deux options : la prison ou la reddition. "Mon neveu a choisi de se rendre et en quelques heures, son nom fut rayé de la Liste", a dit K.

Quand cinq autres villageois qui étaient également sur la Liste ont appris comment Uncle K avait aidé son neveu à se rendre, ils lui ont demandé de les accompagner au commissariat quand ils se livraient.

Puis, un soir en octobre 2014, les cinq hommes qui s'étaient rendus ont disparu. Un jour plus tard, Uncle K et son neveu ont aussi disparu.

"Quand trois jours eurent passés sans aucune nouvelle, les villageois se sont inquiétés", a dit le chef du village ayant demandé l'anonymat de peur de représailles maoïstes. Donc, un grand groupe de villageois se sont rassemblés dans les forêts et ont entrepris une recherche des hommes. Ils ont marché pendant trois jours avant d'être interceptés par un groupe de maoïstes, qui leur ont assuré que les hommes étaient en sécurité.

"C'était durant l'ouragan Hudhud", s'est rappelé le chef. "Nous étions assis sous une pluie battante quand les maoïstes ont fait avancer les hommes et leur ont demandé à chacun d'expliquer pourquoi ils s'étaient rendus à la police".

"Tout le monde était effrayé, donc nous avons dit qu'Uncle K nous avait dit de le faire", a dit le chef qui était parmi les hommes qui s'étaient livrés. Uncle K fut appelé et a expliqué son affaire.

"Les maoïstes m'ont accusé de gagner de l'argent à chaque reddition", a-t-il dit. "Ce n'est pas vrai. Je ne faisais qu'essayer d'empêcher les gens d'être emprisonnés".

Finalement, tout le monde reçut une sévère réprimande sauf Uncle K. "Pour donner l'exemple, ils ont confisqué une partie de mon champ", a-t-il dit. "C'est fou. D'abord, vous vous livrez à la police, puis vous vous livrez aux maoïstes".

"La police vous demande pourquoi vous êtes allé à un rassemblement maoïste ; les maoïstes vous demandent pourquoi vous êtes allé au poste de police".

Les combattants fantômes

Un matin en 2011, à l'apogée du Printemps Arabe, je sirotais un thé noir sucré avec une compagnie maoïste dans une forêt au Nord-Ouest du Bastar. Un jeune combattant a tiré l'antenne de la radio, et le service de la BBC en hindi a rapporté la nouvelle qu'Hosni Mubarak, le dictateur intransigeant de l'Égypte avait été évincé par les jeunes manifestants de la Place Tahrir.

De nouvelles tasses de thé furent préparées sur des feux discrets ; nous avons discuté de comment, parfois, des révolutions se produisent sans préavis. Assez loin, les guérilleros couraient en cercles et s'exerçaient à faire des accroupissements et des roulades vers l'avant dans le cadre de leurs exercices matinaux.

"Qui aurait pensé que Mubarak partirait de cette manière ?" a demandé un combattant du nom d'Anil, offrant une raison plausible aux quelques milliers d'Adivasis légèrement armés d'être convaincus qu'ils pouvaient triompher contre une des plus grandes armées de métier du monde.

La vie dans la jungle est dure : le parti s'attribue le contrôle de tous les aspects de la vie, intégrant les cadres dans une routine de patrouilles, d'exercices, de séance d'étude en groupe et de loisir. Les cadres ne peuvent pas avoir sur eux ni argent ni téléphones portables sans autorisation, et chaque combattant transporte un sac à dos standard avec une assiette, une tasse, une brosse à dent, une petite savonnette, de l'huile capillaire, un seul t-shirt et un seul pantalon vert-olive, quelques médicaments de base tels que

de l'acétaminophène, un médicament contre la malaria et un manuel maoïste.

Notre campement n'avait aucune tente, aucun générateur, aucun sac en plastique et il n'y avait que peu de signes que 80 hommes et femmes avaient cuisiné et s'étaient reposés là. La nuit d'avant, les guérilleros avaient dormi sur des bâches étalées au sol - à deux par couverture avec une arme de chaque côté.

"Il n'y a pas de vie privée ici. Il n'y a qu'une vie de communauté", m'a dit un porte-parole maoïste connu sous le nom de guerre Gudsa Usendi. "Dans les premières années d'une vie révolutionnaire, vous avez besoin d'une base solide... Autrement, ce sera l'anarchie".

Pourtant, cette imposition stérile de discipline est souvent citée comme une raison lorsque j'ai demandé à d'anciens maoïstes pourquoi ils avaient quitté le parti. La plupart d'entre eux étaient des jeunes hommes et de jeunes femmes s'étant engagés alors qu'ils approchaient de la vingtaine en 2005 et 2006, quand ils ont vu la dévastation de la Salwa Judum et ont juré de se venger de l'état et de ses SPO.

Après dix ans, alors que les souvenirs de la Salwa Judum se sont évanouis et que les patrouilles des forces de sécurité se sont intensifiés, certains de ces combattants sont épuisés par la perspective de marcher dans les jungles pour le reste de leurs vies.

Mais le Bastar n'est pas un endroit pour ceux qui en ont assez de la guerre : les guérilleros las du combat qui déposent les armes découvrent vite qu'ils doivent une fois encore prendre les armes et retourner dans la jungle infinie, cette fois pour l'état.

Les policiers admettent que les combattants maoïstes endurcis se rendent rarement. Une fois qu'ils quittent le parti, ils parcourent généralement au hasard les forêts à la recherche d'un abri sûr jusqu'à ce que la police finalement les capture.

Très peu de ces combattants sont présentés à la presse.

"Si nous révélons publiquement les détails des combattants et leurs crimes passés, nous devons les mettre en prison et les poursuivre. Mais nous ne pouvons pas juste les laisser partir libre », a expliqué un haut fonctionnaire de police, « donc nous les gardons sous surveillance et nous les utilisons dans les opérations anti-maoïstes".

De tels combattants sont enrôlés en tant que « gopniya sainiks », littéralement soldats secrets ou informateurs et sont payés 5000 roupies par mois de la part des budgets départementaux discrétionnaires pour guider les policiers vers leurs anciennes cachettes.

Il n'y a aucun rapport officiel sur le nombre de tels combattants secrets sont ici, puisque beaucoup d'entre eux espèrent que changer de camps dans la guerre qui a dévoré leur jeunesse puisse enfin leur payer leur liberté.

"Ma femme et moi ne cessons de penser au moment où nous pourrions retourner cultiver notre terre dans notre village", a dit un gopniya sainik au milieu de la vingtaine qui s'est livré en 2012 avec sa femme après neuf ans dans une section maoïste. "Mais les officiers de polices disent 'Attendez encore un peu. Nous allons faire quelque chose'".

Sa femme, également une ancienne combattante maoïste m'a dit qu'elle avait voulu partir pendant des années, mais son mari disait, "Attendons encore un moment". Notre commandant criait et nous maudissait pour les plus petites erreurs", a-t-elle poursuivi. "Si ton savon était fini avant la fin du mois, il criait. Si tu te sentais malade, il criait. Si tu étais en charge de la cuisine et que la nourriture était trop salée, il criait".

Le point de rupture, a dit l'homme, s'est produit quand sa maman est décédée d'une longue maladie et qu'il n'a pas pu être avec elle. Donc, ils ont tous les deux décidé qu'il était temps de quitter le parti.

"Nous avons été ramassés par la police et on nous a dit que nous devrions aller en prison", a-t-il dit, "mais j'ai refusé, donc ils ont fait de moi un gopniya sainik".

Maintenant, il existe dans un vide juridique - une présence spectrale absent de toute la paperasserie officielle, déployé aux côtés des policiers pour pourchasser ses anciens camarades. Sa femme a trouvé un emploi, elle coud des uniformes policiers.

"Je veux vraiment rentrer à la maison", dit-il encore. "Mais les policiers me disent d'aller patrouiller. Ramène des corps, ramène des têtes, pousser les gens à se rendre".

Redditions surréalistes

A la fin de l'été, j'ai appelé un haut fonctionnaire de police pour une honnête estimation officieuse, de la

politique de reddition. Un certain nombre de présumés maoïstes s'étaient rendus dans son district, et je lui ai demandé s'il sentait que cela changeait quelque chose dans son travail de policier.

"Cela a montré aux Adivasis qu'ils peuvent se livrer à la police et qu'ils ne seront pas pénalisés", a-t-il dit, mais il a reconnu "Il y a toutes sortes de gens sur la Liste de suspects".

Comme qui ?, ai-je demandé.

Il y eu une brève pause à l'autre bout du fil. "Et bien, quelques informateurs de la police se sont aussi rendus en tant que maoïstes", a-t-il dit, expliquant que beaucoup d'informateurs étaient intéressés par les emplois gouvernementaux subalternes proposés aux maoïstes qui se rendaient.

C'est une sorte de récompense de la police aux gens sur lesquels elle s'est appuyée pour dresser la liste et effectuer les arrestations, a poursuivi l'officier. "Ils ont travaillé avec nous pendant des années, fournissant des renseignements à leurs risques et périls personnels. Donc nous avons senti que nous devions faire quelque chose pour eux aussi".